

DEPARTEMENT  
DE LA  
SEINE-SAINT-DENIS

REPUBLIQUE FRANCAISE  
Liberté-Egalité-Fraternité

-----  
VILLE D'AUBERVILLIERS

Nombre de Membres composant :  
Le Conseil Municipal : 53

-----  
N°198

En exercice : 53

REGISTRE  
DES DELIBERATIONS

Présents : 42

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL  
DU 9 DÉCEMBRE 2021

**L'AN deux mille vingt et un, le 09 décembre**, le conseil municipal d'Aubervilliers, convoqué le 3 décembre 2021, s'est réuni Hôtel de Ville à 19H00 sous la présidence de Madame Karine FRANCLET, Maire.

Étaient présents : FRANCLET Karine, SACK Pierre, LENZI Ling, HADJI-GAVRIL Michel, MONTEIRO Miguel, REMY Marie-pascale, BIDAL Damien, DAUVERGNE Véronique, MARTIN Samuel, BOUZIDI Zakia, LESERRE Jose, DANDRIEUX Dominique, MESSEZ Marie-francoise, LEGENDRE Jerome, SACKHO Kourtoum, ALLAIN Philippe, GODIN Guillaume, LOE Patricia, Adjoints au Maire

CHIKHDENE Zayen, DESCAMPS Alain, EMEL Maryse, SCHROEDER Cédric, GRYNBERG DIAZ Sandrine, LE ROY Franck, GONCALVES PEIXOTO Maria Elisabete, CHARTIER Lewis, VACHER Annie, HOCINE Massinissa, HOUIS Margaux, OZHAN Mizgin, FAUCHEUX Gilbert, HE Dominique, KARROUMI Sofienne, BELAIR Katalyne, GUERRIEN Marc, KARMAN Jean jacques, NAULEAU Pierre yves, YAOU Fatima, DAGUET Anthony, NEDELEC Soizig, COHEN-HADRIA Yonel, DJEBBARI Nabila, Conseillers Municipaux et Conseillers Municipaux délégués.

Est absent : BOUCHA Safia.

Représentés par :

|                                |                             |
|--------------------------------|-----------------------------|
| Madame Yasmina BAZIZ           | Monsieur Cédric SCHROEDER   |
| Madame Sandrine DESIR          | Madame Karine FRANCLET      |
| Monsieur Thierry AUGY          | Monsieur Samuel MARTIN      |
| Madame Christiane DESCAMPS     | Monsieur Alain DESCAMPS     |
| Madame Solene DA SILVA         | Madame Zakia BOUZIDI        |
| Monsieur Jean Paul GILLY       | Monsieur Gilbert FAUCHEUX   |
| Madame Marie Amelie ANQUETIL   | Madame Marie-pascale REMY   |
| Madame Nadege NIFEUR           | Monsieur Marc GUERRIEN      |
| Monsieur Zishan BUTT           | Monsieur Yonel COHEN-HADRIA |
| Madame Evelyne YONNET-SALVATOR | Madame Fatima YAOU          |

-----  
Secrétaire de séance : Dominique DANDRIEUX  
-----

DGA Administration Générale/ Direction du Conseil et des Affaires  
Juridiques/Service de l'Administration Générale

**OBJET : Mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expérience et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) applicable aux cadres d'emplois éligibles**

**LE CONSEIL,**

Après avoir entendu l'exposé de Madame Karine FRANCLET,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20 ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment les articles 88 et 111 ;

Vu la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n°88-631 du 6 mai 1988 relatif à l'attribution d'une prime de responsabilité à certains emplois administratifs de direction des collectivités et des établissements publics locaux assimilés ;

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux ;

Vu les arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat transposables aux adjoints territoriaux d'animation de la filière animation ;

Vu les arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les opérateurs des activités physiques et sportives ;

Vu les arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat

dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents sociaux territoriaux ;

Vu les arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les activités physiques et sportives ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les animateurs territoriaux ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux ;

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

**Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;**

Vu l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux et les secrétaires de mairie de catégorie A ;

Vu l'arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les administrateurs territoriaux ;

Vu l'arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application à certains corps d'infirmiers relevant de la catégorie B des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application au corps des contrôleurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

**Vu l'arrêté du 7 décembre 2017 pris pour l'application au corps des**

**conservateurs du patrimoine relevant du ministère de la culture et de la communication des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;**

Vu l'arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application au corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

**Vu l'arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques ;**

**Vu l'arrêté du 13 juillet 2018 portant application au corps des médecins inspecteurs de santé publique des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;**

Vu l'arrêté du 17 décembre 2018 pris pour l'application au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 14 février 2019 portant application au corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts des dispositions du décret no 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi d'inspecteur technique de l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 4 février 2021 pris pour l'application au corps des psychologues de la protection judiciaire de la jeunesse du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu les délibérations n° 800052 du 4 février 1980 et n° 80-102 du 28 avril 1980 portant attribution d'une prime au personnel communal ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 3 décembre 2021 ;

Considérant que le régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux obéit au principe de parité entre la fonction publique de l'état et de la fonction publique territoriale, et que dès lors les corps équivalents de la FE bénéficient du RIFSEEP institué par le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 pour les fonctionnaires de l'état, les collectivités territoriales et leurs établissements publics doivent mettre en œuvre le RIFSEEP pour leurs cadres d'emplois homologués ;

Considérant, que ce nouveau régime indemnitaire remplace diverses primes versées aux agents pour ceux dont la transposition est prévue par la nouvelle réglementation en vigueur ;

Considérant que la collectivité a attribué par délibération du 11 juillet 2018 le régime indemnitaire RIFSEEP aux cadres d'emplois des attachés et des administrateurs territoriaux et dans un souci de sécurisation des rémunérations des agents sachant que la base légale de certaines primes qui sont actuellement versées ont été abrogées, décide l'étendue de la mise en place du RIFSEEP à l'ensemble des filières et aux cadres d'emplois éligibles devient impérative ;

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attribution des indemnités, il est proposé à l'assemblée délibérante d'instituer un régime indemnitaire composé de deux parts dès le 1<sup>er</sup> janvier 2022 selon les modalités ci-après ;

Adoption à la majorité par 41 pour, 1 contre (Jean jacques KARMAN) , 10 se sont abstenus( Marc GUERRIEN , Nadege NIFEUR, Pierre yves NAULEAU , Fatima YAOU , Zishan BUTT, Evelyne YONNET-SALVATOR, Anthony DAGUET, Soizig NEDELEC, Yonel COHEN-HADRIA, Nabila DJEBBARI)

#### **DELIBERE :**

**DECIDE** à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2022 d'attribuer aux agents de la communes le RIFSEEP dans les conditions suivantes :

#### **1/ LES BENEFICIAIRES :**

Bénéficiaire du régime indemnitaire tel que défini dans la présente délibération :

- Les fonctionnaires titulaires à temps complet, temps non complet ou à temps partiel
- Les fonctionnaires stagiaires à temps complet, temps non complet ou à temps partiel
- Les agents contractuels de droit public à temps complet, temps non complet ou à temps partiel

Ne bénéficient pas des dispositions prévues par la présente délibération :

- Les agents de droit privé (apprentis, emplois d'avenir ...)
- Les agents payés à la vacation ;
- Les assistantes familiales et maternelles

Seuls sont concernés les agents relevant par filière, les cadres d'emplois territoriaux suivants :

- Administrateur,
- Attaché,

- Rédacteur,
- Adjoint administratif,
- Adjoint Technique,
- Agent de maîtrise,
- Ingénieur,
- Technicien,
- animateur,
- Adjoint d'animation,
- Adjoint du patrimoine,
- Directeur des établissements d'enseignement artistique,
- Adjoint technique des établissements d'enseignement,
- Conservateur du patrimoine,
- Conservateur de bibliothèques,
- Attaché de conservation,
- Bibliothécaire,
- Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques,
- Auxiliaire de soins,
- Auxiliaire de puériculture,
- Cadre de santé paramédical,
- Cadre de santé infirmier et technicien paramédical,
- Infirmier en soins généraux,
- Infirmier catégorie B,
- Puéricultrice,
- Psychologue,
- Cadre de santé puéricultrice,
- Sage-femme,
- Biologiste,
- Technicien paramédical,
- Les ATSEM,
- Les éducateurs de jeunes enfants,
- Les conseillers socio-éducatifs,
- Les assistants socio-éducatifs,
- Les agents sociaux,
- Conseiller des APS,
- Les éducateurs des APS,
- Les opérateurs des APS,

Les agents appartenant à des cadres d'emplois qui ne sont pas éligibles au RIFSEEP conservent leur régime indemnitaire actuel. Sont notamment concernés les agents de la filière de la police municipale.

## **2/ PARTS ET PLAFONDS :**

Le régime indemnitaire est composé de deux parts : une part fixe (IFSE) liée notamment aux fonctions et une part variable (CIA) liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Le plafond de la part fixe et le plafond de la part variable sont déterminés selon les groupes de fonctions définis dans l'article 8 de la présente délibération. La somme des deux parts ne peut dépasser le plafond global des primes octroyées aux agents de l'Etat.

Le nombre de groupes de fonctions ainsi que le plafond global (la somme des deux

parts) applicable sont systématiquement et automatiquement ajustés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Les agents logés par nécessité absolue de service bénéficient de montants maximum spécifiques.

### **3/ DEFINITION DES GROUPES ET DES CRITERES DE L'IFSE :**

Les fonctions d'un cadre emplois sont réparties au sein de différents groupes au regard des critères professionnels suivants :

1° Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception :

Il s'agit des fonctions à responsabilités plus ou moins lourdes en matière d'encadrement ou de coordination d'une équipe ; d'élaboration et de suivi de dossiers stratégiques ; de conduite de projet ; de mise en oeuvre du travail avec autonomie ; de polyvalence ; de prise d'initiative ; de confidentialité

2° Technicité, expertise et qualification nécessaire à l'exercice des fonctions :

Il s'agit de valoriser des compétences plus ou moins complexes de l'agent, dans le domaine fonctionnel de référence de l'agent :

- ✓ Formations suivies et démarches d'approfondissement professionnel sur le poste
- ✓ Connaissances acquises par la pratique
- ✓ Maîtrise, complexité du domaine et expertise

3° Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :

Il s'agit des contraintes particulières plus ou moins fortes, liées au poste :

- ✓ Exposition physique et/ou gestion d'un public difficile
- ✓ Disponibilité horaires et/ou horaires particuliers (atypiques, de nuit, par roulement...),
- ✓ Risques juridiques, financiers et/ou contentieux

Ces critères professionnels permettent donc de répartir les emplois et fonctions exercés par les agents, en « groupes de fonctions » : 4 pour les grades relevant de la catégorie A, 3 pour les grades relevant de la catégorie B et 2 pour les grades relevant de la catégorie C.

Par conséquent, la part fixe tiendra compte :

- Du groupe de fonctions,
- Du niveau de responsabilité,
- Du niveau d'expertise de l'agent,
- Du niveau de technicité de l'agent ,
- Des sujétions spécifiques,
- De l'expérience de l'agent,
- De la qualification détenue.

S'agissant de l'expérience professionnelle (connaissance acquise par la pratique, reposant sur l'élargissement des compétences et l'approfondissement des savoirs), elle correspond à un critère individuel qui ne doit pas être pris en compte dans le placement de l'emploi dans un groupe de fonctions. Son influence se traduit dans le montant de l'indemnité qui sera attribué.

Les groupes de fonctions sont fixés par cadre d'emplois selon les tableaux ci-dessous.

Il fera l'objet d'un réexamen à chaque changement de fonction ou de grade. En

l'absence de chagement, le réexamen intervient au moins tous les quatre ans.

Le RIFSEEP est exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de certaines indemnités. L'IFSE est donc cumulable avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- les dispositifs d'intéressement collectif,
- les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),
- la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel
- l'indemnité forfaitaire complémentaire pour la participation aux consultations électorales (IFCE)
- Les primes régies par l'article 111 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 (prime annuelle, 13ème mois, ...);
- La prime « Grand âge » (décret n°2020-1189 du 29 septembre 2020);
- La prime exceptionnelle COVID-19 (décrets n°2020-570 du 14 mai 2020 et n°2020-711 du 12 juin 2020).

La part fixe sera versée mensuellement. Elle sera proratisée dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire notamment pour les agents à temps partiel ou à temps non complet.

#### **4/ LE COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA) :**

Dans un contexte économique et budgétaire de plus en plus contraint, un complément indemnitaire (part variable) est cependant mis en place pour tenir compte du besoin d'efficacité croissante et de performance des organisations et de reconnaître l'engagement des agents. Il tiendra compte des éléments suivants appréciés dans le cadre de la procédure d'évaluation professionnelle, et des circonstances particulières :

- La manière de servir ;
- L'engagement professionnel de l'agent ;
- Les circonstances particulières, si l'exercice de ces missions a été rendu difficile dans un contexte en mode dégradé (absentéisme dans le service, accroissement de l'activité, etc.)

Définition des critères pour la part variable (CIA) : le complément indemnitaire (part variable) tiendra compte des éléments suivants appréciés dans le cadre de la procédure d'évaluation professionnelle :

- La réalisation des objectifs,
- Le respect des délais d'exécution
- Les compétences professionnelles et techniques
- Les qualités relationnelles
- La capacité d'encadrement
- La disponibilité et l'adaptabilité

Son attribution fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale notifié à l'agent. Le CIA sera versé en une seule fois l'année N au titre de l'engagement professionnel et de la manière de servir relevés au cours de l'évaluation de l'année N-1.

Il est proposé que l'agent qui a atteint ses objectifs, bénéficie d'un CIA à hauteur de 250 €, appelé montant socle. L'évaluateur aura la possibilité d'allouer un

pourcentage (coefficient) de ce montant socle qui sera de 100% du montant socle, 50% ou 0% en fonctions des objectifs atteints.

Dans des circonstances exceptionnelles validées par le DGS (réalisation de projets stratégiques, etc...), le pourcentage pourra excéder les 100% sans ne jamais dépasser les montants plafonds.

Les modalités d'attribution et de versement du CIA seront précisées au moment de la campagne des entretiens professionnels par une note de la DRH. Cette dernière devra également tout mettre en œuvre pour responsabiliser et former les évaluateurs afin de favoriser les échanges avec leurs agents.

## **5 / SORT DES PRIMES EN CAS D'ABSENCE :**

En vertu du principe de parité avec la Fonction Publique d'Etat (FPE), et des dispositions du **décret n°2010-997 du 26 août 2010** relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire, l'IFSE est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement, durant les congés suivants :

- congés de maternité, d'adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant.
- congés annuels ;
- congés de maladie ordinaire ;
- congés consécutifs à un accident de service ou à une maladie professionnelle ;
- congé pour invalidité temporaire imputable au service ;

En raison du principe de parité entre les fonctions publiques, rappelé par la cour administrative d'appel de Paris dans son arrêt du 9 avril 2021 que l'IFSE n'est pas maintenu dans les situations suivantes :

- congés de longue maladie,
- congés de longue durée,
- congés de grave maladie.

S'agissant des agents à temps partiel thérapeutique, conformément à la circulaire interministérielle du 15 mai 2018, leur régime indemnitaire est calculé au prorata de la durée effective du service. Si l'agent est à mi-temps thérapeutique, son IFSE est alors réduit de moitié.

## **6/ MAINTIEN A TITRE PERSONNEL :**

Conformément à la réglementation en vigueur, le montant mensuel (ou annuel) dont bénéficie l'agent en application des dispositions réglementaires antérieures est maintenu à titre individuel, lorsque ce montant se trouve diminué suite à la mise en place du RIFSEEP.

Ce maintien indemnitaire individuel perdure jusqu'à ce que l'agent change de fonctions. Cette garantie ne fait pas obstacle à une revalorisation du montant de l'IFSE perçu par l'intéressé.

## **7/ MAINTIEN D'UNE PRIME AU TITRE DES DROITS ACQUIS DANS LES CONDITIONS DE L'ARTICLE 111 DE LA LOI 84-53 :**

Par exception à la limite résultant du premier alinéa de l'article 88, les avantages collectivement acquis ayant caractère de complément de rémunération que les collectivités locales et leurs établissements publics ont mis en place avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont maintenus au profit de l'ensemble de leurs agents,

lorsque ces avantages sont pris en compte dans le budget de la collectivité. A ce titre, la prime communale créée par les délibérations susvisées continue d'être versée aux agents.

## 8/ GROUPES PAR FILIERES ET CADRES D'EMPLOI :

Les montants moyens annuels maximums dans la limite des plafonds applicable à l'état, sont les suivants :

| Cadres d'emploi               | Groupes | Fonctions   | Non Logé   |  | Logé   |  | Montant ANNUEL Maximum CIA |
|-------------------------------|---------|---|--|--|--|--|----------------------------|
|                               |         |   | Montants moyens annuels d'IFSE retenus par l'organe délibérant | Plafonds mensuels d'IFSE retenus par l'organe délibérant | Montants moyens annuels d'IFSE retenus par l'organe délibérant | Plafonds mensuels d'IFSE retenus par l'organe délibérant |                            |
| <b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b> |         |   |  |  |  |  |                            |
| Adjoint administratif         | 1       | Agent ayant des responsabilités spécifiques (cat B encadrement ou technicité) | 11 340,00 €  | 945,00 €   | 7 090,00 €   | 590,83 €   | 1 260,00 €                 |
|                               | 2       | Agent opérationnel pouvant avoir des sujétions particulières                  | 10 800,00 €  | 900,00 €   | 6 750,00 €   | 562,50 €   | 1 200,00 €                 |
| Rédacteur                     | 1       | Missions sur emploi de catégorie A  | 17 480,00 €  | 1 456,67 €   | 8 030,00 €   | 669,17 €   | 2 380,00 €                 |
|                               | 2       | Encadrement de proximité ou responsable de service                            | 16 015,00 €  | 1 334,58 €   | 7 220,00 €   | 601,67 €   | 2 185,00 €                 |
|                               | 3       | Missions sans encadrement-chargé d'étude                                      | 14 650,00 €  | 1 220,83 €   | 6 670,00 €   | 555,83 €   | 1 995,00 €                 |
| Attaché                       | 1       | DGA   | 36210,00 €   | 3017,75 €  | 22 310,00 €  | 1 859,17 €   | 6390,00 €                  |
|                               | 2       | Directeur pôle/missions   | 32130,00 €   | 2677,50 €  | 17 205,00 €  | 1 433,75 €   | 5670,00 €                  |
|                               | 3       | Responsable de service, d'unité   | 25500,00 €   | 2125,00 €  | 14 320,00 €  | 1 193,33 €   | 4500,00 €                  |
|                               | 4       | chargé de missions/conseiller technique                                       | 20400,00 €   | 1700,00 €  | 11 160,00 €  | 930,00 €   | 3600,00 €                  |
| Administrateur                | 1       | DGA   | 49 980,00 €  | 4 165,00 €   | 37 490,00 €  | 3 124,17 €   | 8 820,00 €                 |
|                               | 2       | Directeur pôle  | 46920,00 €   | 3910,00 €  | 35 190,00 €  | 2 932,50 €   | 8 280,00 €                 |
|                               | 3       | Directeur mission   | 42 330,00 €  | 3 527,50 €   | 31 750,00 €  | 2 645,83 €   | 7 470,00 €                 |
| <b>FILIERE TECHNIQUE</b>      |         |   |  |  |  |  |                            |
| Adjoint Technique             | 1       | Agent ayant des responsabilités spécifiques                                   | 11 340,00 €  | 945,00 €   | 7 090,00 €   | 590,83 €   | 1 260,00 €                 |
|                               | 2       | Agent opérationnel pouvant avoir des sujétions particulières                  | 10 800,00 €  | 900,00 €   | 6 750,00 €   | 562,50 €   | 1 200,00 €                 |
| Agent de Maîtrise             | 1       | Agent ayant des responsabilités de service ou encadrement                     | 11 340,00 €  | 945,00 €   | 8 030,00 €   | 669,17 €   | 1 260,00 €                 |
|                               | 2       | Agent opérationnel pouvant avoir des missions spécifiques                     | 10 800,00 €  | 900,00 €   | 7 220,00 €   | 601,67 €   | 1 200,00 €                 |
| Technicien Territorial        | 1       | Directeur pôle/missions   | 19 660,00 €  | 1 638,33 €   | 10 220,00 €  | 851,67 €   | 2 680,00 €                 |
|                               | 2       | Responsable de service/encadrement intermédiaire                              | 17 930,00 €  | 1 494,17 €   | 9 400,00 €   | 783,33 €   | 2 445,00 €                 |
|                               | 3       | Technicien opérationnel pouvant avoir des sujétions particulières             | 16 480,00 €  | 1 373,33 €   | 8 580,00 €   | 715,00 €   | 2 245,00 €                 |
| Ingénieur                     | 1       | Directeur pôle/missions   | 40 290,00 €  | 3 357,50 €   | 23 865,00 €  | 1 988,75 €   | 7 110,00 €                 |
|                               | 2       | Responsable de service  | 35 700,00 €  | 2 975,00 €   | 20 535,00 €  | 1 711,25 €   | 6 300,00 €                 |

|                                     |   |   |             |            |             |            |             |
|-------------------------------------|---|---|-------------|------------|-------------|------------|-------------|
|                                     | 3 | Responsable d'unité/encadrement intermédiaire ou de proximité/chargé de missions/conseiller technique | 27 540,00 € | 2 295,00 € | 16 650,00 € | 1 387,50 € | 4 860,00 €  |
| Ingénieur en Chef                   | 1 | DGA   | 57 120,00 € | 4 760,00 € | 42 840,00 € | 3 570,00 € | 10 080,00 € |
|                                     | 2 | Directeur pôle/missions   | 49 980,00 € | 4 165,00 € | 37 490,00 € | 3 124,17 € | 8 820,00 €  |
|                                     | 3 | Responsable de service  | 46 920,00 € | 3 910,00 € | 35 190,00 € | 2 932,50 € | 8 280,00 €  |
|                                     | 4 | Responsable unité/encadrement chargé de missions/conseiller   | 42 330,00 € | 3 527,50 € | 31 750,00 € | 2 645,83 € | 7 470,00 €  |
| FILIERE ANIMATION                   |   |   |             |            |             |            |             |
| Adjoint d'animation                 | 1 | Agent ayant des responsabilités spécifiques   | 11 340,00 € | 945,00 €   | 7 090,00 €  | 590,83 €   | 1 260,00 €  |
|                                     | 2 | Agent opérationnel pouvant avoir des sujétions particulières  | 10 800,00 € | 900,00 €   | 6 750,00 €  | 562,50 €   | 1 200,00 €  |
| Animateur                           | 1 | Missions sur emploi de catégorie A  | 17 480,00 € | 1 456,67 € | 8 030,00 €  | 669,17 €   | 2 380,00 €  |
|                                     | 2 | Encadrement de proximité ou responsable de service  | 16 015,00 € | 1 334,58 € | 7 220,00 €  | 601,67 €   | 2 185,00 €  |
|                                     | 3 | Missions sans encadrement-chargé d'étude ou agent pouvant avoir des missions particulières            | 14 650,00 € | 1 220,83 € | 6 670,00 €  | 555,83 €   | 1 995,00 €  |
| FILIERE SPORTIVE                    |   |   |             |            |             |            |             |
| Opérateur des APS                   | 1 | Agent ayant des responsabilités spécifiques (cat B encadrement ou technicité)                         | 11 340,00 € | 945,00 €   | 7 090,00 €  | 590,83 €   | 1 260,00 €  |
|                                     | 2 | Agent opérationnel pouvant avoir des sujétions particulières  | 10 800,00 € | 900,00 €   | 6 750,00 €  | 562,50 €   | 1 200,00 €  |
| Educateur des APS                   | 1 | Missions sur missions de catégorie A  | 17 480,00 € | 1 456,67 € | 8 030,00 €  | 669,17 €   | 2 380,00 €  |
|                                     | 2 | Encadrement de proximité ou responsable de service  | 16 015,00 € | 1 334,58 € | 7 220,00 €  | 601,67 €   | 2 185,00 €  |
|                                     | 3 | Missions sans encadrement-chargé d'étude  | 14 650,00 € | 1 220,83 € | 6 670,00 €  | 555,83 €   | 1 995,00 €  |
| Conseillers des APS                 | 1 | Directeur de pôle/services  | 25 500,00 € | 2 125,00 € | 25 500,00 € | 2 125,00 € | 4 500,00 €  |
|                                     | 2 | Encadrement intermédiaire ou Agent opérationnel pouvant avoir des sujétions particulières             | 20 400,00 € | 1 700,00 € | 20 400,00 € | 1 700,00 € | 3 600,00 €  |
| FILIERE CULTURELLE                  |   |   |             |            |             |            |             |
| Directeur d'enseignement artistique | 1 | Responsable de service  | 36 210,00 € | 3 017,50 € | 22 310,00 € | 1 859,17 € | 6 390,00 €  |
|                                     | 2 | Responsable de proximité  | 32 130,00 € | 2 677,50 € | 17 205,00 € | 1 433,75 € | 5 670,00 €  |
|                                     | 3 | Encadrement intermédiaire/Coordination  | 25 500,00 € | 2 125,00 € | 14 320,00 € | 1 193,33 € | 4 500,00 €  |
|                                     | 4 | Agent pouvant avoir des sujétions particulières   | 20 400,00 € | 1 700,00 € | 11 160,00 € | 930,00 €   | 3 600,00 €  |
| Conservateur du patrimoine          | 1 | Directeur/DGA   | 46 920,00 € | 3 910,00 € | 25 810,00 € | 2 150,83 € | 8 280,00 €  |
|                                     | 2 | Directeur de pôle/Responsable de service  | 40 290,00 € | 3 357,50 € | 22 160,00 € | 1 846,67 € | 7 110,00 €  |
|                                     | 3 | Encadrement intermédiaire/Coordination  | 34 450,00 € | 2 870,83 € | 18 950,00 € | 1 579,17 € | 6 808,00 €  |
|                                     | 4 | Agent pouvant avoir des sujétions particulières   | 31 450,00 € | 2 620,83 € | 17 298,00 € | 1 441,50 € | 5 550,00 €  |
| Conservateur des bibliothèques      | 1 | Directeur/DGA   | 34 000,00 € | 2 833,33 € | 34 000,00 € | 2 833,33 € | 6 000,00 €  |
|                                     | 2 | Directeur de pôle/Responsable de service  | 31 450,00 € | 2 620,83 € | 31 450,00 € | 2 620,83 € | 5 550,00 €  |
|                                     | 3 | Agent pouvant avoir des sujétions particulières   | 29 750,00 € | 2 479,17 € | 29 750,00 € | 2 479,17 € | 5 250,00 €  |
| Attaché de conservation du          | 1 | Directeur de service/Encadrement intermédiaire  | 29 750,00 € | 2 479,17 € | 29 750,00 € | 2 479,17 € | 5 250,00 €  |

|  |   |  |             |            |             |            |            |
|--|---|--|-------------|------------|-------------|------------|------------|
| patrimoine   | 2 | Agents pouvant avoir des sujétions particulières                               | 27 200,00 € | 2 266,67 € | 27 200,00 € | 2 266,67 € | 4 800,00 € |
| Bibliothécaire   | 1 | Directeur de service/<br>Encadrement intermédiaire                             | 29 750,00 € | 2 479,17 € | 29 750,00 € | 2 479,17 € | 5 250,00 € |
|  | 2 | Agents pouvant avoir des sujétions particulières                               | 27 200,00 € | 2 266,67 € | 27 200,00 € | 2 266,67 € | 4 800,00 € |
| Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques | 1 | Assistant faisant fonction de A ou responsable de service                      | 16 720,00 € | 1 393,33 € | 16 720,00 € | 1 393,33 € | 2 280,00 € |
|  | 2 | Agent pouvant avoir des sujétions particulières                                | 14 960,00 € | 1 246,67 € | 14 960,00 € | 1 246,67 € | 2 040,00 € |
| Adjoint du patrimoine  | 1 | Adjoint faisant fonction de B ou responsable de service                        | 11 340,00 € | 945,00 €   | 7 090,00 €  | 590,83 €   | 1 260,00 € |
|  | 2 | Agent pouvant avoir des sujétions particulières                                | 10 800,00 € | 900,00 €   | 6 750,00 €  | 562,50 €   | 1 200,00 € |
| FILIERE SANITAIRE ET SOCIALE                                 |   |  |             |            |             |            |            |
| Médecins   | 1 | Directeur/Chef de service  | 43 180,00 € | 3 598,33 € | 43 180,00 € | 3 598,33 € | 7 620,00 € |
|  | 2 | Praticien ayant une spécialité validée par un diplôme ou encadrement           | 38 250,00 € | 3 187,50 € | 38 250,00 € | 3 187,50 € | 6 750,00 € |
|  | 3 | Praticien pouvant avoir des sujétions particulières, n'ayant pas d'encadrement | 29 495,00 € | 2 457,92 € | 29 495,00 € | 2 457,92 € | 5 205,00 € |
| Cadre de santé infirmier et Technicien paramédical           | 1 | Praticien ayant une spécialité validée par un diplôme ou encadrement           | 25 500,00 € | 2 125,00 € | 25 500,00 € | 2 125,00 € | 4 500,00 € |
|  | 2 | Praticien pouvant avoir des sujétions particulières                            | 20 400,00 € | 1 700,00 € | 20 400,00 € | 1 700,00 € | 3 600,00 € |
| Cadre de santé paramédical                                   | 1 | Praticien ayant une spécialité validée par un diplôme ou encadrement           | 25 500,00 € | 2 125,00 € | 25 500,00 € | 2 125,00 € | 4 500,00 € |
|  | 2 | Praticien pouvant avoir des sujétions particulières                            | 20 400,00 € | 1 700,00 € | 20 400,00 € | 1 700,00 € | 3 600,00 € |
| Puéricultrices cadres de santé                               | 1 | Fonctions directrice de crèche ou encadrement                                  | 25 500,00 € | 2 125,00 € | 25 500,00 € | 2 125,00 € | 4 500,00 € |
|  | 2 | Agent pouvant avoir des sujétions particulières                                | 20 400,00 € | 1 700,00 € | 20 400,00 € | 1 700,00 € | 3 600,00 € |
| Psychologue / Sage-Femme                                     | 1 | Praticien ayant une spécialité validée par un diplôme ou encadrement           | 25 500,00 € | 2 125,00 € | 25 500,00 € | 2 125,00 € | 4 500,00 € |
|  | 2 | Praticien pouvant avoir des sujétions particulières                            | 20 400,00 € | 1 700,00 € | 20 400,00 € | 1 700,00 € | 3 600,00 € |
| Infirmier en soins généraux                                  | 1 | Praticien ayant une spécialité validée par un diplôme ou encadrement           | 19 480,00 € | 1 623,33 € | 19 480,00 € | 1 623,33 € | 3 440,00 € |
|  | 2 | Praticien pouvant avoir des sujétions particulières                            | 15 300,00 € | 1 275,00 € | 15 300,00 € | 1 275,00 € | 2 700,00 € |
| Puéricultrices   | 1 | Encadrement, pilotage, coordination  | 19 480,00 € | 1 623,33 € | 19 480,00 € | 1 623,33 € | 3 440,00 € |
|  | 2 | Technicité, expertise  | 15 300,00 € | 1 275,00 € | 15 300,00 € | 1 275,00 € | 2 700,00 € |
| Infirmier  | 1 | Praticien ayant une spécialité validée par un diplôme ou encadrement (Cat A)   | 9 000,00 €  | 750,00 €   | 5 150,00 €  | 429,17 €   | 1 230,00 € |
|  | 2 | Praticien pouvant avoir des sujétions particulières                            | 8 010,00 €  | 667,50 €   | 4 860,00 €  | 405,00 €   | 1 090,00 € |
| Auxiliaire de puériculture                                   | 1 | Encadrement faisant fonctions de B   | 11 340,00 € | 945,00 €   | 7 090,00 €  | 590,83 €   | 1 260,00 € |
|  | 2 | Technicité, expertise, sujétions particulières                                 | 10 800,00 € | 900,00 €   | 6 750,00 €  | 562,50 €   | 1 200,00 € |
| Auxiliaire de soins  | 1 | Encadrement faisant fonctions de B   | 11 340,00 € | 945,00 €   | 7 090,00 €  | 590,83 €   | 1 260,00 € |
|  | 2 | Technicité, expertise, sujétions particulières                                 | 10 800,00 € | 900,00 €   | 6 750,00 €  | 562,50 €   | 1 200,00 € |
| Educateur de jeunes enfants                                  | 1 | Encadrement, pilotage, coordination  | 14 000,00 € | 1 166,67 € | 14 000,00 € | 1 166,67 € | 1 680,00 € |
|  | 2 | Technicité, expertise  | 13 500,00 € | 1 125,00 € | 13 500,00 € | 1 125,00 € | 1 620,00 € |
|  | 3 | Agent pouvant avoir des Sujétions particulières                                | 13 000,00 € | 1 083,33 € | 13 000,00 € | 1 083,33 € | 1 560,00 € |
| Conseiller socio-éducatif                                    | 1 | Chef de service, encadrement intermédiaire                                     | 25 500,00 € | 2 125,00 € | 25 500,00 € | 2 125,00 € | 4 500,00 € |
|  | 2 | Conseiller pouvant avoir des sujétions particulières                           | 20 400,00 € | 1 700,00 € | 20 400,00 € | 1 700,00 € | 3 600,00 € |
| Moniteur-éducateur   | 1 | Chef de service, Encadrement ou faisant fonction de                            | 9 000,00 €  | 750,00 €   | 5 150,00 €  | 429,17 €   | 1 230,00 € |

|                                       |   | catégorie A  |             |            |             |            |            |
|---------------------------------------|---|--|-------------|------------|-------------|------------|------------|
|                                       | 2 | Technicité /Agent pouvant avoir des Sujétions particulières                    | 8 010,00 €  | 667,50 €   | 4 860,00 €  | 405,00 €   | 1 090,00 € |
| Assistant socio-éducatif              | 1 | Chef de service, encadrement intermédiaire                                     | 19 480,00 € | 1 623,33 € | 19 480,00 € | 1 623,33 € | 3 440,00 € |
|                                       | 2 | Pouvant avoir des sujétions particulières                                      | 15 300,00 € | 1 275,00 € | 15 300,00 € | 1 275,00 € | 2 700,00 € |
| ATSEM                                 | 1 | Encadrement faisant fonctions de B   | 11 340,00 € | 945,00 €   | 7 090,00 €  | 590,83 €   | 1 260,00 € |
|                                       | 2 | Technicité, expertise, sujétions particulières                                 | 10 800,00 € | 900,00 €   | 6 750,00 €  | 562,50 €   | 1 200,00 € |
| Agent social                          | 1 | Encadrement faisant fonctions de B   | 11 340,00 € | 945,00 €   | 7 090,00 €  | 590,83 €   | 1 260,00 € |
|                                       | 2 | Technicité, expertise, sujétions particulières                                 | 10 800,00 € | 900,00 €   | 6 750,00 €  | 562,50 €   | 1 200,00 € |
| Biologiste / Vétérinaire / Pharmacien | 1 | Directeur/Chef de service/Encadrement  | 49 980,00 € | 4 165,00 € | 49 980,00 € | 4 165,00 € | 8 820,00 € |
|                                       | 2 | Praticien ayant une spécialité validée par un diplôme ou encadrement           | 46 920,00 € | 3 910,00 € | 46 920,00 € | 3 910,00 € | 8 280,00 € |
|                                       | 3 | Praticien pouvant avoir des sujétions particulières, n'ayant pas d'encadrement | 42 330,00 € | 3 527,50 € | 42 330,00 € | 3 527,50 € | 7 470,00 € |
| Technicien paramédical                | 1 | Chef de service, encadrement intermédiaire                                     | 9 000,00 €  | 750,00 €   | 5 150,00 €  | 429,17 €   | 1 230,00 € |
|                                       | 2 | Technicien pouvant avoir des Sujétions particulières                           | 8 010,00 €  | 667,50 €   | 4 860,00 €  | 405,00 €   | 1 090,00 € |

**APPROUVE** l'application du RIFSEEP à tous les cadres d'emplois éligibles à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;

**ABROGE** les délibérations n° 160 et 161 du 11 juillet 2018 ;

**DIT** que les crédits correspondants à l'ensemble des dispositions ci-dessus, sont prévus et inscrits au budget de la collectivité sur le chapitre 012, de l'exercice en cours ;

**DIT** que le Directeur général des Services est chargé de l'exécution de la présente délibération ;

**DIT** que la présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département, au titre du contrôle de légalité ;

**DIT** que cette délibération peut faire l'objet d'un recours soit gracieux auprès du Maire d'Aubervilliers, dans les deux mois après la date de l'adoption de la présente délibération, soit contentieux auprès du Tribunal administratif de Montreuil, au moyen de la plateforme *Télérecours* (<https://www.telerecours.fr/>), dans un délai de deux mois après l'adoption de la présente délibération ou dans un délai de deux mois après le refus du recours gracieux que ce refus ait été explicite ou soit né du silence gardé par la Ville pendant un délai de deux mois.

**Reçue en préfecture le : 20/12/21**  
**Accusé en préfecture :**  
**93-219300019-20211209-lmc122810-DE-1-1**  
**Publiée le : 17/12/21**  
**Certifiée exécutoire : 13/12/21**

Le Maire,

Karine FRANCKET

